

L'Etat socialiste islamise la France, de force



« L'islam est une religion nouvelle en France. [...] L'islam est rapidement devenu la deuxième religion de France. Il y a place pour l'islam à la table de la République. [...] C'est une chance pour eux et pour la France de faire vivre, sur notre territoire, un islam moderne. » (Jean-Pierre Chevènement 1997 – création du CFCM).

« Évoquer les racines chrétiennes de la France, c'est faire une relecture historique frelatée qui a rendu la France peu à peu nauséuse » et « prôner le djihad n'est pas un délit ». (Cazeneuve)

« Ils (les musulmans) sont chez eux, chez nous » (Mitterrand)

« L'islam a sa place dans la République française » (Valls)

« L'islam c'est pas ça ! » Les musulmans ne sont pas, tous,

terroristes !

Les musulmans respectent les valeurs démocratiques !

On en a ras le bol d'entendre toujours la même chanson que ce soit par les politiques de droite et de gauche ou que ce soit répété, à l'envi, par les musulmans qui veulent nous faire croire qu'ils sont « modérés ».

L'islam n'est pas une religion de paix et il n'existe pas de modération chez le musulman.

Pour reprendre leur expression, un musulman est un bon musulman s'il se conforme aux préceptes du coran. S'il ne s'y conforme pas, il n'est pas musulman, point.

C'est pourtant simple à comprendre puisque c'est le coran qui le dit.

On en a ras le bol parce que nous savons lire ce qui est écrit dans ce livre.

Ras-le-bol, parce que nous ne sommes ni sourds ni aveugles et que les réactions de la Belkacem ou du Boubakeur (par exemple) quand on touche à l'islam sont la preuve qu'ils sont d'abord et avant tout musulmans.

Et dites-vous bien qu'ils sont des millions à penser pareillement.

Au début de 1990, cela fera bientôt 30 ans, la gauche mitterrandiste nous a imposé l'islam en France.

Dans un premier temps, c'est Joxe qui est chargé d'engager « un conseil de réflexion sur l'islam » pour chercher quelle est la place de l'islam en France.

Chevènement entame, plus tard, une consultation de toutes les fédérations de musulmans, des patrons des mosquées de Paris et de Lyon, seules mosquées représentatives de cette religion en France et leur soumet un texte dans lequel la convention stipule notamment :

« [...] Le droit de toute personne à changer de religion ou de conviction ».

Et Chevènement de préciser alors, que cette convention « ne pourra pas faire l'objet de négociation ».

Autrement dit : Vous devez accepter cette partie de l'accord que nous signerons si vous voulez d'un « islam DE France ».

Que croyez-vous que firent ces représentants de tous les musulmans de France ?

Ils refusèrent avec opiniâtreté de changer un iota à la loi de Mohamed. Un musulman reste et restera un musulman. Changer de religion pour un musulman est un acte d'apostasie dans le livre et le livre dit qu'il faut tuer les apostats.

Bien entendu, malgré la « non négociabilité » annoncée, cette partie du texte fut retirée purement et simplement et, en 2000, le texte fut adopté comme le désiraient les musulmans.

Nous avons donc, en France, depuis 16 ans, un texte concernant l'islam en France, qui stipule qu'un musulman est d'abord un musulman et qu'il n'a pas le droit d'être autre chose qu'un musulman.

Cela nous rappelle la Loi de 1905 lorsque la France a proposé à tous les musulmans d'Algérie de devenir Français à condition, bien sûr, qu'ils se conforment aux lois de la République française. Proposition qui a essuyé un refus catégorique des autorités musulmanes de l'époque, qui craignaient de voir les musulmans obéir à d'autres lois que celles de Mohamed.

Le docteur JC Pérez, dans son rôle d'éminent historien de l'Algérie française, rappelait ce 14 septembre, dans le Cycle de l'Adieu (extraits) :

« Le 5 mai 2012, s'est tenue une conférence à Alger... Les notables musulmans [réunis] ont tenu à rappeler avec une vigueur insistante le rôle fondamental du cheikh Omar Smaïl,

au lendemain de la loi du 4 février 1919, qui rejetait l'accession possible à la citoyenneté française parce qu'elle représentait un danger majeur : « le danger d'atténuer dangereusement la pratique ou, plutôt, le vécu quotidien du culte musulman ».

Un siècle plus tard, nous constatons que rien n'a changé.

Selon les Algériens, aujourd'hui encore, devenir Français risquerait d'affaiblir la pratique du culte musulman.

Mais il en est de même pour les musulmans en France comme le prouve ce pacte signé en 2000 entre l'État et les représentants de l'islam.

Cette volonté, pour un musulman, d'être avant tout musulman et de n'obéir à aucune autre loi qu'à celle du Coran, est toujours aussi vive.

Par cette reddition de l'État, par ce pacte ainsi rédigé et entériné par nos dirigeants, selon la volonté des musulmans, la France a accepté, sur son territoire, une loi parallèle à la sienne, la loi islamique.

Et contrairement à ce qu'affirmait Chevènement, trois ans plus tôt, l'islam n'a pas voulu de cette place à la table de la République. L'islam en France est resté l'islam de Mohamed.

Être musulman est un état : « Je suis musulman ».

Ça veut dire :

C'est ma foi, c'est mon identité, c'est ma politique, c'est ma nationalité.

Et ils, TOUS, politiques et musulmans, voudraient nous faire croire qu'il existe des musulmans modérés en France ?

Aujourd'hui, nous sommes en pleine campagne électorale et, nous le savons, celle-là sera déterminante pour l'avenir de la France républicaine et démocratique.

Elle tournera, obligatoirement, autour de l'islam, les

musulmans, les immigrés légaux et illégaux majoritairement, pour ne pas dire essentiellement, musulmans.

Les Français en ont marre de l'islam. Les Français ne veulent plus de ces hordes sauvages qui nous envahissent et que l'État nous impose, dans les villes et les villages de France, en exigeant des préfets de passer outre la volonté du peuple. Vous aurez des musulmans chez vous ! C'est un ordre.

C'est l'État-Hollande qui islamise la France. Par la force.

Quand nous n'avons pas réussi à faire de bons Français de ces musulmans qui sont nés sur notre sol, depuis plus de quarante ans, comment pourrions-nous intégrer, assimiler, éduquer, ceux qui arrivent en droite ligne de leurs pays musulmans, en guerre ou pas mais qui n'ont connu que la loi islamique ?

L'État-Hollande nous condamne au suicide. Le suicide de la France.

Ni le travail ni la société ni l'économie ne sont plus importants, aujourd'hui, pour les Français, que cette islamisation rampante qui avance à vitesse grand V.

Mais que proposent les autres prétendants « au trône » ? Quels seront leurs discours sur ces sujets ? Parce qu'il faudra bien qu'ils développent leurs projets. Et nous devons juger, anticiper, que ce ne sont pas des paroles en l'air, des promesses de campagne irréalisables.

En seize années, aucun de ces hommes politiques qui ont dirigé la France n'a pris la mesure qui s'imposait et qui devient l'Urgence pour la sauvegarde de la France.

C'est maintenant que nous devons décider de notre avenir. Il n'est pas encore trop tard. Si nous laissons passer cette ultime occasion, aucun retour en arrière ne sera, alors, possible.

Danièle Lopez